



Penser l'inclusion
numérique pour une
citoyenneté active

PAGE 5

automne 2019

Ressources & Territoires

L'Atelier
Remuménage :
déménager
sans galérer

PAGE 10

Osez la commande
publique !

PAGE 13



Sommaire

- 2-4 > Les brèves d'actu
- 5 > Penser l'inclusion numérique pour une citoyenneté active
- 10 > L'Atelier Remunérage : déménager sans galérer
- 11 > L'école, cœur battant du village
- 12 > Préempter pour protéger
- 13 > Osez la commande publique !
- 14-15 > Les repères
- 16 > Philippe Madrelle, le Girondin

Accompagner les Girondines et Girondins dans le virage numérique, une nécessité !

Philippe Madrelle nous a quittés. Tout au long de sa vie politique il se sera battu sans relâche contre l'essor d'une Gironde à deux vitesses. Ce combat, nous le poursuivons aujourd'hui, y compris sur le volet numérique.

A cet égard, il est pour nous impossible d'imaginer une société où les usages numériques sont en constante augmentation, laisser sciemment de côté toute une frange de la population.

Le Département, à l'initiative d'une politique volontariste pour permettre à toutes et tous d'avoir accès au très haut débit, prolonge son engagement pour que chacune et chacun puisse bénéficier des opportunités nouvelles qu'offre le numérique.

En s'appuyant sur la force de frappe du secteur associatif et des acteurs sociaux, nous entendons accompagner chacune, chacun dans l'apprentissage des outils susceptibles d'améliorer le quotidien, de rompre l'isolement, de mieux comprendre le monde qui nous entoure.

Nous nous inscrivons ainsi dans la suite des politiques qu'a insufflées très tôt Philippe Madrelle, donnant pleinement son sens à la décentralisation républicaine. A nous de poursuivre cette ambition d'équité sociale et territoriale qui lui était chère et qui nous tient à cœur.

Le Président du Département de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Les brèves d'actu

Votre rendez-vous saisonnier

Ressources & Territoires

est une publication saisonnière :

- de dossiers et de ressources pour les acteurs des territoires et une vitrine du laboratoire des projets territoriaux
- envoyée aux élus locaux girondins, aux entreprises et associations qui ont participé aux pactes territoriaux
- éditée à 11 000 exemplaires

Inscrivez-vous !...

En ligne, à la newsletter de cette communauté d'acteurs locaux pour recevoir tous les mois l'actualité des territoires girondins et des politiques publiques départementales par mail.

Et retrouvez votre journal trimestriel sur le portail internet du Département : gironde.fr/collectivites

Les rendez-vous

03/10/2019

Journée portes ouvertes dans les Maisons du Département des Solidarités de la Haute-Gironde

14/10/2019

Commission permanente

14/11/2019

Journée portes ouvertes dans les Maisons du Département des Solidarités des Graves.

18/11/2019

9h30-Séance plénière (DM2)
15h-Commission permanente

16 et 17/12/2019

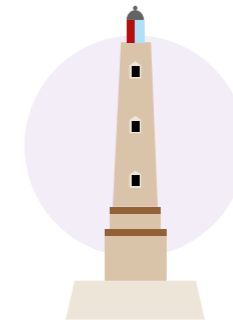
Séance plénière :
Budget primitif 2020

CANDIDATER

Le Patrimoine mondial de l'Unesco à portée de main.

L'étape nationale est franchie et cette distinction est le fruit d'un travail commun du Syndicat Mixte pour le développement durable de l'Estuaire de la Gironde (SMIDDEST), en étroite collaboration avec les collectivités, les associations, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et le Ministère de la Culture. L'État français vient de déposer officiellement le dossier de candidature du Phare de Cordouan pour une inscription possible sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO en juillet 2020. La candidature est maintenant examinée par le Comité du Patrimoine Mondial. Une étude internationale de 18 mois et l'avis des experts du conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) est en cours.

Le 1^{er} juillet dernier, à Palma de Mallorca, le phare de Cordouan a été consacré « Phare de l'année 2019 » par l'Association internationale de la signalisation maritime (AISM). La mobilisation se poursuit !



Pour soutenir la candidature de Cordouan à l'UNESCO, cliquez, likez et partagez sur Facebook, Instagram avec le hashtag **#UNESCOCORDOUAN**.

gironde.fr/patrimoine



SOUTENIR

Accompagner et financer les initiatives sociales et innovantes sur les territoires girondins.

Le Département a lancé son deuxième appel à initiatives dédié à l'innovation sociale et l'économie sociale et solidaire. En 2019, le Département a mobilisé un fort travail d'ingénierie et une enveloppe de 50 000 euros, dédiés aux 10 initiatives retenues parmi 62 candidatures, et inscrites dans les Pactes territoriaux :

► **Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre** : Le Phare de l'Eyre, création d'un lieu de vie à Biganos pour les personnes en situation de handicap

► **Bordeaux** : Le Nom Lieu, accompagnement de jeunes en situation de fragilité psychique, dans un espace de travail partagé numérique

► **Graves** : L'Étape, création d'un espace de co-working associatif à Saint-Selve

► **Haute-Gironde** : L'Association Mobilité Rurale, création d'un garage solidaire pour réparer ou acquérir un véhicule à tarif social, pour les personnes les plus démunies

► **Hauts de Garonne** : Croc and Move, création d'une communauté professionnelle territoriale de santé (prévention), sur la CDC des Portes de l'Entre-Deux-Mers

► **Libournais** : POCLI pour créer des liens, création d'un lieu de vie, de rencontres et d'animations à Saint-Quentin-de-Baron

► **Médoc** : Médoc Enfance Handicap, création d'une maison du handicap en Nord Médoc

► **Porte du Médoc** : Unisphères - « Jeunes, arts et numérique », accompagnement de jeunes de 15-30 ans vers l'e-inclusion dans les domaines artistique et numérique à des fins socio-professionnelles, en territoire péri-urbain et rural

► **Sud Gironde** : La Petite Populaire, lieu de vie hybride et associatif qui participe à l'animation du centre-bourg de La Réole et ses alentours

► **Prix Coup de cœur du jury** : L'Atelier Remunérage accompagnement personnalisé au changement de lieu de vie des personnes âgées ou fragilisées.

gironde.fr/ess

PRENDRE DATE

Les prochains Conseils de territoire autour de l'inclusion et du projet social de territoire se tiendront :

► **Mardi 15 octobre** : Médoc 14h30-17h

► **Mercredi 16 octobre** : Portes du médoc 9h30-12h

► **Judi 17 octobre** : Libournais 9h30-12h

► **Judi 17 octobre** : Haute Gironde 14h30-17h

► **Mercredi 6 novembre** : Bordeaux 9h30-12h

► **Mercredi 6 novembre** : Sud Gironde 14h30-17h

► **Judi 7 novembre** : Graves 9h30-12h

► **Judi 7 novembre** : Hauts-de-Garonne 14h30-17h

► **Mercredi 13 novembre** : Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre 9h30-12h

gironde.fr/collectivites

la question

à Christine BOST

1^{ère} Vice-présidente
chargée des synergies,
stratégies et développement
des territoires



Pourquoi le Département s'implique-t-il sur le thème de l'inclusion numérique ?

L'inclusion, comme on l'appelle également, doit permettre de rendre l'usage des outils et donc des services numériques accessibles à chacun. C'est une priorité de l'action sociale et de l'aménagement du territoire. Au-delà des réseaux, dont la programmation est lancée pour couvrir l'ensemble de la Gironde, c'est la question des usages et des pratiques qui est désormais une préoccupation majeure régulièrement évoquée, lors des conseils de territoires notamment.

Les mutations technologiques permettent aujourd'hui d'accéder en quelques clics à tous types d'informations, de services et de mener nombre de démarches en ligne. Ces pratiques font partie de notre vie de tous les jours et nous facilitent souvent la tâche. Pourtant, face à cette dématérialisation croissante, le numérique peut constituer un facteur d'exclusion, d'inégalités diverses : équipement, maîtrise des usages, accès à une connexion internet haut débit, compétences... creusant davantage les fractures de tous ordres souvent au détriment des personnes déjà vulnérables.

C'est pourquoi le Département reste vigilant et soutient de nombreuses démarches pour former, accompagner et souvent démystifier cette modernité, et cela tout près de chez vous !

Les brèves d'actu

▼ suite

ÉDUCUER

Une plateforme collaborative pour aider les collégiens de 3^e à trouver un stage d'observation.



Le stage d'observation en 3^e dure de 3 à 5 jours. C'est une immersion dans un univers professionnel. Il donne à l'élève l'occasion de découvrir le monde économique et professionnel, de se confronter aux réalités concrètes du travail et de préciser son projet d'orientation. Il est obligatoire et se déroule dans les entreprises, les associations, les administrations, les établissements publics ou les collectivités territoriales.

La plateforme permet de rechercher un stage près de chez soi ou en accord avec ses envies.

Collégiens, employeurs, parents et professionnels (éducation-jeunesse), si vous cherchez un stage, souhaitez déposer une offre, vous renseigner ou aider les élèves dans leur recherche,

connectez-vous sur : gironde.fr/stages3e

ACCOMPAGNER

Le 7 juin dernier a eu lieu l'Assemblée générale de Gironde Ressources. Pour son 2^e anniversaire, l'Agence technique a regroupé près de 130 collectivités.

Au programme, validation du rapport d'activité et des projets 2019-2020, signatures de 4 nouvelles conventions de partenariat avec :

- ▶ la SAFER Nouvelle-Aquitaine,
- ▶ l'Établissement public foncier,
- ▶ la Chambre de Métiers et d'Artisanat
- ▶ la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Les projets 2019 :

- ▶ à l'automne, 3^e série de rencontres sur le territoire
- ▶ fin d'année, sortie de la nouvelle version du Guide de l'Ingénierie

Gironde Ressources c'est 434 adhérents aujourd'hui. L'agence poursuit son développement avec 605 demandes formulées sur la Plateforme d'ingénierie en ligne, et des nouveaux services proposés (SIG Géo 33, SID...).

gironde.fr/gironde-ressources



LES TWEETS

JEUNES EN ACTIONS

Mardi 22 octobre à 13h30

Pôle Brassens Camus

à Lormont

13-25 ans ? Propulsez vos projets ! Ateliers, speed-dating, témoignages, concerts !

Penser l'inclusion numérique pour une citoyenneté active



À mesure que les transitions numériques s'accroissent, les écarts d'usages se creusent. Si 80% de la population n'en souffre pas, 13 millions de Français restent en difficulté avec les technologies numériques.

Le numérique recompose et interroge les espaces et les territoires. Les collectivités locales ont un rôle essentiel à jouer pour relever le défi de l'inclusion numérique, vecteur de progrès et d'émancipation, de citoyenneté.

Il peut faciliter les échanges entre les individus et les cultures, favoriser l'accès aux droits, à l'information et au savoir, moderniser les liens entre citoyens et institutions, contribuer au retour à l'emploi, faciliter le travail à distance...

Encore faut-il qu'il soit accessible à tous, utilisable par tous.

Garantir l'accès au numérique pour tous



Sans l'intervention publique, le numérique peut accroître les inégalités territoriales. Dans les territoires les plus défavorisés, la fracture est la plus profonde. Là, l'exclusion numérique nourrit le ressentiment de ceux qui la subissent au quotidien. Face à ce constat, le Département se mobilise afin que le numérique soit accessible aux Girondines et aux Girondins quel que soit le territoire où ils vivent. Cet engagement se traduit dans ses politiques sociales mais aussi celles en faveur des collégiens et des jeunes, ou encore dans son « Schéma girondin de développement des bibliothèques et des coopérations numériques ». Plus de 50 % des bibliothèques girondines proposent un accès public à Internet et un nombre croissant d'entre elles, des ateliers numériques. L'objectif du Département : faire du numérique un outil de lien social permettant de lutter contre l'isolement.

► Le Département, Territoire d'action pour un numérique inclusif (TANI).

Lors des Assises des solidarités numériques, en décembre 2018, Jean-Luc Gleyze, Président du Département, a signé la charte « La Gironde, territoire d'action pour un numérique inclusif » avec le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère de l'action et des comptes publics, chargé du numérique. À ce titre, le Département expérimente les chèques #APTIC et propose une cartographie des lieux numériques.

#APTIC

Le projet #APTIC a été incubé en Gironde à la Société coopérative d'intérêt collectif Médias-Cité, qui œuvre dans la médiation numérique depuis 20 ans. En décembre 2018, le Département fut la première collectivité territoriale à devenir sociétaire de la nouvelle Scic #APTIC, dédiée aux usages numériques. Un engagement doublé d'une commande de 13 000 euros de chèques #APTIC pour déployer les premiers lieux de permanences numériques sur le territoire de solidarité de la Porte du Médoc.

Les chèques #APTIC, en faveur d'un numérique pour tous

D'une valeur de 10 euros, aussi simple d'utilisation qu'un chèque restaurant, le chèque #APTIC permet de payer un service de médiation numérique. Il est diffusé dans les quatre Maisons du Département des Solidarités Porte du Médoc : Eysines, Le Bouscat, St Médard-en-Jalles et Mérignac. Le planning de déploiement prévoit une couverture de la Haute-Gironde, de Bordeaux, des Hauts-de-Garonne et des Graves, d'ici 2020. L'expérimentation a permis d'identifier les besoins du public : faire une demande de logement, remplir sa déclaration d'impôts, s'inscrire à Pôle Emploi, créer et gérer sa boîte

mail... autrement dit surmonter une démarche administrative bloquante ou orienter, accompagner la personne vers l'autonomie numérique, tels sont les enjeux majeurs des permanences #APTIC et des chèques diffusés par les acteurs sociaux du Département. Le Département a répondu à l'appel à projets de l'État et obtenu, en juillet dernier, des chèques #APTIC pour une valeur de 110 000 euros, dont la moitié est financée par l'État. Les chèques #APTIC sont une réponse apportée aux citoyens quel que soit le besoin numérique : pas de critère d'accès, que l'accès aux droits !

Cartographie du numérique en Gironde

Le Département a recensé les lieux qui proposent des services numériques avec un accueil physique dans une cartographie interactive des lieux d'accompagnement numérique en Gironde. Cette carte est l'aboutissement d'un chantier co-élaboré avec les territoires des Graves et de la Porte du Médoc, dans le cadre des Pactes territoriaux.

gironde.fr/aptic

POINT DE VUE



Matthieu Rouveyre, Vice-Président du Conseil départemental de la Gironde chargé de la citoyenneté, des relations avec les usagers, de la communication et des accès numériques

Concevoir l'aménagement numérique de la Gironde, sans prendre en compte les usages, est pour nous impensable.

Lors de la négociation du Plan Gironde Haut Méga (déploiement de la fibre optique sur le territoire girondin hors Bordeaux Métropole et Ville de Libourne), nous avons donc prévu une redevance usages, payée par les opérateurs privés. D'environ 150 000 euros par an, elle va nous permettre d'aider des initiatives d'intérêt général.

En effet, le numérique est incontournable dans nos démarches administratives mais aussi dans les relations avec nos proches. Nous soutenons les projets des collectivités, des associations qui inventent des solutions afin d'en faciliter les usages.

L'essentiel pour notre Département est de participer au déploiement de ce progrès technique en s'assurant que l'humain n'en devienne pas une variable d'ajustement et qu'au quotidien les Girondines et les Girondins affirment leur citoyenneté numérique.

► Le Département siège au Conseil départemental de l'accès aux droits de la Gironde (CDAD)



Le Conseil départemental de l'accès au droit de la Gironde (CDAD) travaille avec différentes collectivités et acteurs girondins afin de réduire les inégalités numériques. Il a réalisé un Livre blanc « L'accès au droit à l'épreuve de la dématérialisation des services publics ». Le Département lui apporte son soutien par le biais d'une convention et a voté une subvention de 30 000 € en sa faveur.

► Gironde Numérique propose des services numériques aux collectivités girondines

600 établissements publics adhérents du projet de mutualisation de services numériques (25 EPCI, 480 communes, plus de 100 syndicats, CCAS etc.)

350 collectivités bénéficient d'un délégué mutualisé à la protection des données dans le cadre de la RGPD

50 communes et Regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) profitent d'un déploiement de matériel et d'équipement dans le cadre des écoles numériques du premier degré, grâce à une convention avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN)

150 000 € soutien du Département à ce projet de Gironde Numérique

Plus d'informations : services@gironde-numerique.fr



Tous fibrés en Gironde d'ici 2024 !

15 mois après le lancement * :

- 2/3 des communes concernées par le Plan Gironde Haut Méga (hors Bordeaux-Métropole et Libourne) ont bénéficié d'études techniques
- 16 000 prises de fibre optique sont déjà installées
- plus de 1 000 clients ont souscrit à une offre Internet fibre.

girondehautmega.fr

*Chiffres juillet 2019

Des usages pour tous les âges

80 % des jeunes âgés entre 11 et 17 ans sont présents sur le Net une fois par jour, et plus de 48 % d'entre eux se connectent aux réseaux sociaux plusieurs fois par jour. Qui pour les accompagner sur Internet ? Pour répondre à leurs sollicitations ? Pour leur inculquer les bonnes pratiques ? Pour les sensibiliser aux risques ? Les Promeneurs du Net.

Cette initiative éducative, née en Suède en 2000, existe en France depuis 2015 et en Gironde depuis fin 2018. Pour 2018-2019, la coordination des Promeneurs du Net en Gironde est assurée par Médias-Cité et Cap Sciences. Il s'agit pour le Promeneur qui travaille déjà pour une structure jeunesse ou/et numérique de s'engager à tenir des permanences en ligne : on parle de « maraude sur Internet ». Prévention, accompagnement au jour le jour, bienveillance et disponibilité, confiance dans le lien numérique, telle est leur philosophie.

Les promeneurs du net*

Au Centre Régional d'Information Jeunesse Nouvelle-Aquitaine (CRIJ NA)

Le Crij est labellisé Promeneurs du Net depuis janvier 2019, suite au premier appel à projets. Pour Adrien de Sousa, « c'était une évidence au vu de l'activité de la structure et de la mienne qui comprend notamment le management des réseaux sociaux du Crij et la mobilité internationale des jeunes ». Après s'être formé et informé avec les autres Promeneurs du Net girondins, il tient une permanence tous les mercredis après-midis auprès des 16-22 ans - le public le plus en demande. Adrien a créé un compte Facebook « Adrien Crij NA », la base du travail, et souhaiterait étendre sa mission de Promeneur sur Instagram et Snapchat, réseaux les plus utilisés par les jeunes. « Cette action est différente de mon métier. À travers les jeunes, je touche aussi les parents, particulièrement sur Facebook avec la veille et les partages » explique-t-il. Santé, droits, logement et mobilités sont les thèmes les plus souvent abordés. « Mais je ne dépasse pas ma fonction ! » ajoute-t-il. « Par exemple, en cas de propos racistes, je redirige vers les structures compétentes si nécessaire. Je dois prévenir les dérives. »

La fracture numérique est souvent abordée du point de vue des seniors. Le témoignage d'Adrien démontre que les jeunes sont aussi dans la faille : pas de matériel par manque de moyens financiers, pas toujours conscience qu'il faut protéger ses données et donc bien paramétrer ses appareils, une approche légère des réseaux sociaux publics et de l'intimité, parfois bafouée... « Les Promeneurs du Net doivent prévenir tout cela mais ils manquent encore de visibilité. On s'y attelle avec les 14 structures qui accueillent 22 Promeneurs du Net en Gironde » conclut-il.

Adrien de Sousa, chargé d'informations jeunesse
adrien.desousa@crijna.fr
www.jeunebordeaux.fr / www.crijna.fr
Tél. 05 56 56 00 56

À La médiathèque de St-Ciers-sur-Gironde (Haute-Gironde)

La médiathèque de St Ciers initie ses abonnés au numérique : une salle équipée d'ordinateurs les accueille en accès libre, ainsi que deux animateurs multimedia. Ceux-ci mènent déjà un travail de sensibilisation au numérique auprès du public jeune et notamment du collège Jean Monnet à St Ciers, sur la création de supports virtuels autour du livre.

Benoît Despujos partage son temps entre l'animation jeunesse pour la commune et multimedia pour la médiathèque. « Devenir Promeneur du Net est un complément parfait, une corde supplémentaire à l'arc de ma mission » dit-il. « La structure, parmi les sept premières labellisées en Gironde depuis début 2019, est encore en phase de construction du projet ; je participe à l'élaboration de la charte de fonctionnement commun avec Médias-Cités, et aide à la structuration du réseau des lieux labellisés. » Ces temps d'échanges entre Promeneurs du Net exigent réflexion, font évoluer les pratiques professionnelles, et la pluralité des profils enrichit et apporte des idées nouvelles. St Ciers n'est pas encore dans la phase active. La médiathèque veut avant tout faire connaître sa nouvelle compétence auprès des partenaires jeunesse du territoire, son rôle, son utilité, ce qu'elle peut leur apporter aussi. L'action démarrera en fin d'année. Pour Benoît Despujos, c'est un engagement personnel au sein de la collectivité.

Benoît Despujos, animateur multimedia
mediatheque.st-ciers-gironde@orange.fr
Tél. 05 57 32 84 36

*Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du Schéma départemental jeunesse 2016-2021 signé par la Caisse d'Allocations Familiales, la Direction départementale de la cohésion sociale, le Département de la Gironde, l'Éducation nationale et la Mutualité sociale agricole.

« À travers les jeunes, je touche aussi les parents, particulièrement sur Facebook avec la veille et les partages »

Depuis plusieurs années, le Département de la Gironde et le centre scientifique Cap Sciences sont partenaires et déploient des projets d'éducation active au numérique sur le territoire girondin. En 2017, le Fab Lab itinérant et le programme Curieux ! sont nés de cette coopération : deux projets inclusifs et solidaires pour les jeunes et pour tous.

Curieux !

Curieux ! est un nouveau media en ligne porté par les centres de sciences de la Nouvelle-Aquitaine, dont Cap Sciences. Éduquer aux médias, lutter contre les idées reçues, démêler le vrai du faux, développer l'esprit critique et attiser la curiosité : une intention sérieuse pour le fond et un ton amusant, original et décalé pour la forme. Les informations sont produites et diffusées sur le site, sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook) et à travers les voix de Youtubeurs bien connus du public jeune. Les actualités évoquent la digitalisation ou encore les initiatives locales comme par exemple Koozee, jeune entreprise bordelaise qui a lancé des couverts comestibles pour lutter contre le plastique. Articles, vidéos, bandes dessinées rythment ces informations qui cassent les codes – une quinzaine d'illustrateurs travaillent sur ce projet. Le déploiement territorial du projet s'élabore par des partenariats avec les acteurs locaux, notamment à travers des échanges de contenus pour écrans comme dans les médiathèques de Biganos ou Yvrac. Curieux ! c'est 10 mois d'existence, 70 000 abonnés Instagram et Facebook et 500 000 lecteurs par semaine en Nouvelle-Aquitaine.

Julien Picard-Monnet, directeur de projet
julien.picardmonnet@curieux.live
www.curieux.live

CURIEUX!

Fab Lab itinérant

Un Fab Lab est un laboratoire de fabrication. Les participants se rencontrent, bidouillent, créent, fabriquent, testent, se trompent aussi, pour concevoir et produire un objet avec des machines à commande numérique (imprimante 3D, découpe laser). De l'idée à la fabrication, c'est une plongée dans le « fabriquer ensemble », à l'aide de logiciels de traitement d'images et de conception graphique. L'arrivée d'un second Fab Lab, opérationnel d'ici la fin de l'année avec un financement du Département, permettra la mise en œuvre de projets structurants sur le territoire. En lien avec des professionnels de l'insertion (Pôle Emploi, Missions locales, Ecole de la deuxième chance...), ce dispositif proposera des séquences régulières à destination des publics prioritaires – les jeunes entre 18 et 25 ans notamment. Ainsi, les jeunes de la Mission locale de Lesparre-Médoc s'engageront dans la démarche. Ils pourront se confronter à de nouveaux métiers et rencontrer des designers de planche de skate par exemple, monter en compétence et « faire », sans se sentir exclus de ces métiers très ancrés dans les jeunes générations. Des projets sont menés avec des collèges, avec des communes comme Bourg-sur-Gironde, avec la Maison d'arrêt de Gradignan, etc. En deux ans, 5 600 jeunes ont découvert le Fab Lab et été accompagnés sur un projet de prototypage.

Valentine Baldacchino,
responsable des expositions itinérantes
v.baldacchino@cap-sciences.net

Financements

► Le Département finance nombre de projets sur les usages numériques. Ces aides sont transversales et le plus souvent sous forme d'appels à projets. Au total, le Département a aidé des projets liés aux solidarités numériques à hauteur de 1,4 million d'euros en 2018.

Contacts

Cap Sciences
Hangar 20
Quai de Bacalan
33 300 Bordeaux
Tél. 05 56 01 07 07
www.cap-sciences.net

Les Promeneurs du Net
Marianne Massaloux,
coordinatrice Promeneurs
du Net 33
Médias-cité
Tél. 07 86 18 38 90
massaloux
@medias-cite.coop
www.promeneursdunet.fr

**Département
de la Gironde**
**Direction des systèmes
d'information et
du numérique**
Fabienne Guibé, chargée
de mission numérique
Tél. 05 56 99 33 85
f.guibe@gironde.fr

Gironde Numérique
Christophe Le Bivic,
responsable des services
numériques
Tél. 05 35 54 11 88
girondenumerique.fr

biblio.gironde
Lisa Ferrer, Animatrice
multimédia
Pôle Coopération
numériques
Tél. 05 56 16 13 80
l.ferrer@gironde.fr

L'Atelier Remuménage : déménager sans galérer

#déménagement #social #solidaire
#autonomie #insertion



Atelier Remuménage

« Ils m'ont aidée à faire mes cartons, mes démarches administratives et même à faire fonctionner mon poste de télévision quand je suis arrivée dans mon nouvel appartement. Et tout cela dans la bonne humeur ! J'ai beaucoup apprécié ! » Témoignage de Letty, 84 ans.

Changer de lieu de vie

C'est Logevie, bailleur social de Letty, qui a fait appel à l'Atelier Remuménage : 15 personnes âgées devaient quitter leur résidence autonomie pour un lieu de vie plus adapté, situé dans un quartier différent de Talence. Un déménagement dur à vivre pour ces personnes. C'est là qu'intervient Remuménage et son tout nouveau projet, né en 2018. Un service sur-mesure pour tous, commandé par contact direct, par un prescripteur ou encore un bailleur, sur la base d'un devis gratuit. L'équipe de l'association, sensibilisée à la médiation sociale, permet de rassurer en filigrane : aide au tri, prise en charge des encombrants, mise en cartons, démarches administratives, transport et aménagement. A disposition, elle fait le lien pendant la transition, écoute et comprend. Letty s'en félicite aujourd'hui, « et l'Atelier aussi, qui a reçu pour ce projet le Prix Coup de cœur de l'Économie Sociale et Solidaire du Département ! » ajoute Elise Chenu, l'une des 15 salariée.e.s permanent.e.s, chargée du développement.

Déménager, recycler, pédaler

Au début du parcours était le déménagement social : une solution

pour faire sauter les freins financiers de mobilité, ou encore de situation d'urgence liés au déménagement. L'association propose des tarifs adaptés aux ressources et au coefficient familial, un paiement échelonné, elle accompagne et aide à la mise en carton et au déballage, simplifie les procédures. En 2001, l'asso est lancée ! Wiame Benyachou, présidente depuis 2015, renforce la dimension écologique à son arrivée avec l'achat d'un premier camion biogaz. Remuménage développera ensuite un atelier chantier d'insertion (ACI), structure qui amène une vingtaine de salariés en insertion vers de l'emploi durable et, dans le même temps, assure leur accompagnement socio-professionnel et leur formation. En 2017, les déménagements s'envisageront à vélo, parce que près de 25% de bénéficiaires déménagent des petits volumes et résident sur la métropole, et que 60% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. L'offre est économique, réactive et écologique.

Logistique urbaine et durable

Le projet de Remuménage, partagé par des bénévoles et des salariés aux valeurs communes, s'est enrichi de multiples initiatives. L'asso inscrit toute son activité dans l'économie circulaire : rien ne sert à rien ! Elle collecte ainsi des encombrants auprès des bailleurs sociaux et collectivités, puis les redistribue vers le réseau de réemploi. Tout comme les cartons usagés, collectés auprès des particuliers et des commerçants de

Bordeaux qui sont réutilisés et parfois revendus pour des déménagements. Ce savoir-faire ne cesse de s'épaissir. Non seulement Remuménage collecte des invendus alimentaires auprès de commerces de proximité pour des associations caritatives ou des épiceries sociales et solidaires, mais il assure également des livraisons de proximité à vélo. « Et dans nos cartons à idées mûres l'ouverture prochaine d'un lieu d'accompagnement au numérique, pas loin du Marché des Douves... » confie Elise. L'Atelier Remuménage ou comment réparer les fractures sociales.

gironde.fr/ess

Le pourquoi du comment

LE DÉPARTEMENT SOUTIENT CE PROJET DE L'ATELIER REMUMÉNAGE :

5 000 €
POUR LE PRIX COUP DE CŒUR DES TROPHÉES ESS 2019

40 000 €
VERSÉS PAR LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS POUR L'AUTONOMIE EN 2019 SUR LA PARTIE COLLECTIVE DU PROJET



Sébastien Saint-Pasteur,
Conseiller départemental délégué à l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale

« En aidant les associations de l'économie sociale et solidaire, le Département soutient non seulement l'emploi local et l'attractivité du territoire, mais accompagne aussi les personnes qui rencontrent des difficultés de parcours. Nous soutenons des modèles économiques alternatifs et, à travers eux, nous amenons les bénéficiaires à renouer avec l'espoir. »

Contacts

L'Atelier Remuménage
5, Cours de l'Yser
33 800 Bordeaux
Tél. 05 56 92 80 35
contact@atelier-remumenage.org
www.atelier-remumenage.org

Département de la Gironde
Direction des Coopérations et du Développement des Territoires
Cécile Hébrard, Directrice de projet économie sociale et solidaire (ESS)
c.hebrard@gironde.fr



Ecole de Brach (au fond) - accueil périscolaire (à gauche)

L'école, cœur battant du village



#aidesauxcommunes #travaux #écoles #CAE

25 ans après la fermeture de sa classe unique et 14 mois de travaux plus tard, l'école primaire de Brach a rouvert ses portes ! Pour la commune de 700 habitants, située à mi-chemin entre Bordeaux et le littoral, il aura fallu penser aménagement global du village et ouverture des terrains à la viabilisation, autrement dit s'adapter à une dynamique démographique inédite.

« Pendant 20 ans, Brach se meurt... »

En 1992, la seule classe de l'école de Brach ferme. Elle n'accueillait plus que 7 enfants. Un Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) avec Sainte-Hélène est alors organisé. Les enfants de Brach prennent le bus pour se rendre dans la commune voisine, distante de 10 km, et c'est alors le Département de la Gironde qui assure et finança le transport des élèves. Ce sont les années de déclin démographique à Brach et dans le sud Médoc. Mais Brach prend le contre-pied. Maire depuis 2009, Didier Phoenix explique : « Brach est l'unique commune



Jean Galand,
Conseiller départemental, président de la commission des aides aux communes et aux EPCI

« Dialoguer avec les communes, adapter nos soutiens au plus près de leurs besoins, prendre en compte leur projet d'aménagement global du territoire et de développement est l'ambition forte du Département. En 2019, le Département consacre 33,1 millions d'euros pour accompagner les communes et leurs groupements dans la réalisation de leurs projets. »

du sud Médoc à avoir connu le déclin et à s'ouvrir à nouveau à l'accueil en nombre de nouveaux habitants. Nous y faisons face. » La construction d'un pôle éducatif dans le cadre du dispositif départemental de Convention d'Aménagement d'École (CAE), y aura participé.

Privilégier l'enfance et la culture

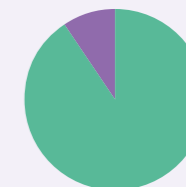
Depuis 2010, le nombre d'enfants scolarisés ne cesse d'augmenter : 85 élèves domiciliés à Brach et scolarisés en primaire, subissent les contraintes liées aux transports vers Sainte-Hélène. Décision est prise alors de lancer une réflexion pour la création d'un pôle éducatif afin d'anticiper les effets du nouvel accroissement démographique, le risque de saturation des transports scolaires, et pour offrir un environnement plus confortable et plus sécurisé aux élèves et aux parents. Brach, après avoir décidé de la construction d'un accueil périscolaire, se lance alors dans l'aventure de la construction d'un groupe scolaire (maternelle et élémentaire).

Un programme adapté

L'étude diagnostic et projet, ainsi que les travaux ont duré trois ans, de 2014 à 2017. Des travaux lourds pour une commune de la taille de Brach. Mais c'est là qu'intervient la plus-value d'une CAE : une contractualisation de trois ans avec le Département, permettant aux bénéficiaires de disposer d'équipements scolaires de qualité, adaptés aux normes pédagogiques actuelles, et d'anticiper sur les besoins futurs. De plus, le service départemental des aides aux communes, et Gironde Ressources - l'agence technique départementale à laquelle la commune adhère - ont assisté le maître d'ouvrage dans la mise au point et le suivi de son projet. En concertation avec les partenaires et les usagers, ils accompagnent le comité de pilotage également composé du CAUE et de la DSDEN. Aujourd'hui, le groupe scolaire flambant neuf permet d'accueillir dans de bonnes conditions les 125 élèves du village, qui s'est fixé pour objectif d'atteindre les 1 000 habitants.

gironde.fr/collectivites

Le pourquoi du comment



2 200 000 €
LE MONTANT DES TRAVAUX

223 912 €
SUBVENTION DÉPARTEMENTALE DANS LE CADRE DE LA CAE

Contacts

Mairie de Brach
Didier Phoenix, maire
1, place de l'Eglise
33 480 Brach
Tél. 05 56 58 23 66
mairie.brach@wanadoo.fr
www.mairie-brach.fr

Département de la Gironde
Direction des Coopérations et du Développement des Territoires
Audrey Chanu, directrice
dgat-dcdt@gironde.fr
Service des Aides aux Communes et aux Structures Intercommunales
Sophie Maubourguet, cheffe de service
s.maubourguet@gironde.fr

Préempter pour protéger



#environnement #biodiversité #protection #espacesnaturelssensibles

Parce qu'il est compétent pour mettre en œuvre une politique concertée de protection et de valorisation des espaces naturels, le Département de la Gironde peut créer des zones de préemption au titre des espaces naturels sensibles (ZPENS), à la demande ou avec l'accord des communes, comme ici, à Saint-Denis-de-Pile.

Fort enjeu écologique

Alors que l'artificialisation des sols est en constante augmentation, que les communes sont confrontées à une demande d'urbanisation croissante, le patrimoine naturel girondin reste un refuge à préserver pour les espèces faunistiques et floristiques en danger. L'action du Département dans ce domaine permet aux communes d'être garantes de la préservation de la qualité des sites, des paysages et des milieux pour mieux les ouvrir au public et le sensibiliser. En 2017, la commune de Saint-Denis-de-Pile a repéré un espace à fort enjeu écologique au nord de son territoire. Le site des Chèvres est composé, en partie, d'une



ZPENS site des Chèvres

ancienne gravière : 82,8 hectares au total, constitués d'un réseau d'étangs, de prairies, de bois et de bocages. Situé en bordure de l'Isle, des ruisseaux du Palais et du Petit Palais, composé d'habitats pour des espèces faunistiques et floristiques comme le Vison d'Europe ou la Cistude, le site des Chèvres offre un milieu de vie de qualité. Il s'agit pour la commune de redonner une place prépondérante à la présence de l'eau sur le territoire dyonisien.



Jean Touzeau,
Vice-président chargé de la valorisation du patrimoine environnemental et touristique

« Nous faisons plus que protéger et valoriser les espaces sensibles et le patrimoine environnemental, nous rendons aux citoyens des lieux d'une biodiversité remarquable, qu'ils découvrent comme une richesse commune à vivre intensément. Ils mesurent ainsi à quel point il faut en prendre soin. »

Ouverture au public

La commune souhaite ouvrir cet espace au public afin d'y créer des activités respectueuses de l'environnement, notamment promenades et pêche pour la population locale. Saint-Denis-de-Pile avait classé ce secteur en zone naturelle dans son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et le Département, en accord avec le projet communal, a créé une nouvelle ZPENS et a délégué son droit de préemption à la commune pour la mise en œuvre de son projet. Les organisations forestières et agricoles ont également été consultées sur la délimitation de la zone de préemption, conformément à l'article L.215-3 du code de l'urbanisme.

Dès l'approbation du périmètre de la ZPENS par délibération de la commune, celle-ci a demandé des aides au Conseil départemental pour les acquisitions des terrains et la mise en place d'un futur plan de gestion, conseillée et accompagnée par les experts du Bureau du paysage et du patrimoine naturel du Département.

Observation foncière

Le classement en ZPENS permet au Département ou à la commune le cas échéant d'acquérir prioritairement un terrain lors de sa vente, la procédure de préemption étant déclenchée par l'envoi d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) du notaire du propriétaire au Président du Conseil départemental. Le Département ne préempte que si les enjeux écologiques et environnementaux sont avérés ou si des menaces éventuelles pèsent sur l'espace concerné. Pour les communes, la création d'une ZPENS permet l'observation foncière

et ne peut se faire sans leur accord. Il ne s'agit ni d'atteinte au droit de propriété, ni d'expropriation mais bien de la possibilité pour la commune d'acquiescer, de surveiller, et d'informer sur les mouvements fonciers de son territoire. Cet outil de planification n'est donc pas une « mise sous cloche » des terrains. Au contraire, la création d'un périmètre préservé en ZPENS traduit bien une volonté de la commune de protéger et d'ouvrir au public cet espace.

gironde.fr/environnement

Le pourquoi du comment

65 ZPENS
EN GIRONDE = 18 650 HA

73,70 ha
D'ACQUISITIONS EN 2018
DONT 23,43 HA EN PRÉEMPTION

63 000
PERSONNES ACCUEILLIES
CHAQUE ANNÉE SUR LES
ESPACES NATURELS GIRONDINS

Contacts

Mairie de Saint-Denis-de-Pile
Place de Verdun
33910 Saint-Denis-de-Pile
Tél. 05 57 55 44 20
www.mairie-saintdenisdepile.fr

Département de la Gironde
Direction de l'environnement
Bureau du Paysage et du Patrimoine
Naturel. Magali Cresté, Responsable
de la gestion intégrée des milieux naturels
et des paysages
m.creste@gironde.fr

Osez la commande publique !



#économielocale #soutienàl'emploi #innovation

Si le Département n'est plus autorisé à intervenir directement dans le champ économique depuis 2015, il n'en demeure pas moins un acteur majeur du territoire. En utilisant la commande publique comme levier de développement, le second employeur de Gironde confirme sa contribution à l'économie locale et son soutien aux entreprises girondines.



Salon des achats[s] - mai 2019

TPE et PME

Par la diversité de ses missions (collèges, infrastructures, culture...), le Département s'investit dans nombre de projets qui permettent de contribuer au développement d'initiatives locales. Assurément, les TPE-PME n'ont pas de complexe à avoir vis-à-vis des grands groupes. La souplesse d'adaptation, les coûts de structure, le fort niveau d'expertise sont incontestablement appréciés des donneurs d'ordre publics. Pour Pierre Hostin de l'entreprise générale Mab Sud-Ouest, « près de 70% de nos chantiers relèvent de la commande publique. Installés à proximité, nous sommes très réactifs et nous avons l'habitude de travailler pendant les périodes de vacances scolaires. Nous sommes notamment intervenus dans plusieurs collèges girondins ». Un atout fort appréciable dans le cadre du plan collège !

Protection de l'emploi local

Il s'agit de faire de la commande publique un instrument complémentaire de soutien aux politiques classiques de développement économique. Le Département est donc allé à la rencontre des TPE/PME girondines afin de la « démystifier » ses procédures d'appel d'offre et qu'elles osent répondre aux marchés. Mais elles sont encore parfois frileuses à l'idée de se lancer sur les marchés publics. « C'est assurément chronophage, mais remporter un marché, c'est une source de business pour développer le

chiffre d'affaires, rapporte Pierre Hostin. La société gagne forcément en notoriété et c'est l'assurance d'être payé. » Dans ce contexte, une Charte de la commande publique au service de l'économie girondine a été adoptée en 2016 avec l'ambition notamment de renforcer l'accès des TPE/PME aux marchés publics, au nom de l'égalité des chances et de la protection de l'emploi local. Accessibilité, visibilité, simplification, dématérialisation sont autant d'innovations mises en place par le Département pour créer les conditions d'un meilleur accès des entreprises locales à ses marchés.

Innovation sociétale

En constante évolution, la commande publique est loin d'avoir fait sa mue. Les dialogues se multiplient avec les différents acteurs économiques, notamment en les informant en amont des intentions d'achat du Département dès le début d'année et en développant des rencontres. Enfin, dans cette dynamique le Département expérimente, depuis quelques mois, un dispositif d'évaluation croisée des entreprises, en terme de qualité relationnelle et de réalisation. La commande publique n'est plus seulement un acte juridique mais un acte économique, un outil innovant au service d'objectifs sociaux, environnementaux, sociétaux.

gironde.fr/marches-publics

Le pourquoi du comment

EN 2018, LE DÉPARTEMENT
A ATTRIBUÉ :

830
MARCHÉS POUR UN MONTANT
DE 63 MILLIONS D'EUROS

60%
DES MARCHÉS À 500
ENTREPRISES GIRONDINES POUR
UN MONTANT DE 35 MILLIONS
D'EUROS

43%
DES MARCHÉS À 360 TPE-PME
GIRONDINES POUR UN MONTANT
DE 31 MILLIONS D'EUROS



Bernard Castagnet,
Vice-président chargé de l'attractivité territoriale, de l'initiative économique locale et du tourisme

« La commande publique constitue un levier majeur pour les créations d'emplois, le développement des entreprises et l'attractivité des territoires. Le Département s'est engagé avec le « Small Business Act » girondin à faciliter l'accès aux marchés publics aux TPE et PME, favoriser le dialogue avec les opérateurs économiques et promouvoir l'achat responsable et innovant. »

Contacts

Mab Sud-Ouest
Pierre Hostin
5, rue Antoine Becquerel
33 600 Pessac
p.hostin@mab-so.fr

Département de la Gironde
Service de la commande publique
Céline d'Incau, cheffe du service
c.dincau@gironde.fr

Administration

Le code de la commande publique au regard des dispositions issues de la loi MOP

MIQCP - Document complet
2019-07-17

L'ensemble des textes relatifs à la commande publique ont été regroupés dans un code de la commande publique applicable aux opérations dont les avis d'appel à la concurrence ont été publiés après le 1er avril 2019.

Les dispositions relatives à la facturation électronique font leur entrée dans le code de la commande publique

Avec la publication du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le code de la commande publique enrichit ses dispositions encadrant l'exécution financière des marchés publics et des concessions.

DAJ - Communiqué complet
2019-08-02

Changer le logiciel de l'action publique territoriale

L'ambition de ce hors série est de mettre en débat et en perspective notre organisation politico-administrative locale à l'aune des grandes évolutions socio-économiques qui bouleversent les territoires.
Horizons publics – Hors série Été 2019
60 pages

Une association peut-elle développer des activités économiques ?

Les nombreuses associations vivent en tout ou partie des ressources générées par la vente de leurs services ou de leurs produits, mais elles doivent respecter certaines règles pour ne pas être requalifiées en structures commerciales.
Association mode d'emploi – 01/05/2019 n° 209 - p.10-11
Par : Sophie Weiler

Openasso : un an déjà !

La première plateforme collaborative du monde associatif pour permettre aux acteurs et aux experts de partager leur savoir-faire et s'entraider au quotidien. Un an après, communication, comptabilité, juridique, numérique, ressources humaines... tous les aspects pratiques sont abordés, et les retours sont très encourageants !
Recherches & Solidarités – 05/06/2019

Collectivités territoriales

Quel avenir pour les collectivités territoriales ?

Le Président de la République a posé trois questions dans sa Lettre aux Français, intéressant directement l'avenir des collectivités territoriales. Quels visages auront-elles demain ?
Pouvoirs locaux - Juin 2019 – n° 113 – p.27-33
Par : Quentin Barnabé

Evaluer pour retrouver le sens de l'action publique

Articles, interviews et expériences pour illustrer l'évaluation de l'action publique.
Pouvoirs locaux - Juin 2019 – n° 113 – p.35-96
Par : Daniele Lamarque, Jean-Pierre Balligand, Véronique Chanut

Communication

Municipales 2020

La communication sous surveillance

Le semestre qui précède l'élection, la communication municipale est réglementée pour s'assurer qu'elle ne soit pas dévoyée au profit des élus sortants.

Le journal des maires – Juillet-août 2019 – n° 7-8 - p.36-37
Par : Jean-Luc Bally

Fracture numérique, fracture sociale

Est ce que la fracture numérique serait un facteur de démobilité citoyenne pour les plus vulnérables ?
Revue Projet – Été 2019 – n°371 - p.33-36
Par : Guillaume Garczynski

Les invisibles de l'action publique

Qui sont les oubliés des services publics ? Comment lutter plus efficacement contre le décrochage numérique d'une partie de la population ?
Horizons publics – Juillet 2019 – n°4 - p.26-74
Par : Philippe Warin, Adeline Hazan, Jacques Toubon, Culture

Grandes intercos - culture : comment mieux irriguer les territoires

Les grands EPCI construisent moins d'équipements emblématiques. L'heure est aux projets de territoire, moins coûteux, permettant à l'offre culturelle de circuler.
La Gazette des communes – 08/07/2019 – n° 2473 – p.34-42
Par : Hélène Girard, Pablo Aiquel

Environnement

Economiser et mieux partager l'eau

Pour se prémunir de la pénurie, les collectivités élaborent notamment des plans de gestion de la ressource en eau.
Maires de France - 01/03/2019
n° 370 p.34-35
Par : Fabienne Nedey

Rétablir la continuité écologique des cours d'eau

Les communes peuvent intervenir pour le rétablissement de l'écoulement de cours d'eau.
La Lettre du maire – 16/07/2019 - n° 2096 – p.6

Fonction publique

Transformation de la fonction publique - Décryptage des articles relatifs à la FPT

CNFPT - Dossier de décryptage complet 2019-08-07

Institutions publiques

50 questions municipales 2020 : les précautions à prendre

De nombreuses précautions doivent être prises pour éviter les sanctions.
Le Courrier des maires - Juin-Juillet 2019 - n° 335-336 - p.54-55
Par : Philippe Bluteau

Social

Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé

Analyse complète de la loi.
CNFPT - 2019-08-16

Transport

Vélo, bus, covoiturage... la mobilité dans la poche

Pour mieux s'informer et faciliter les déplacements, les usagers peuvent utiliser des applications. C'est pourquoi les collectivités élaborent leurs propres outils numériques pour améliorer les nouveaux services de mobilité.
Techni.cités – Juin-Juillet 2019-08-09
n° 324 - p.17-22 Par : Olivier Descamps

Urbanisme

Le cadre légal de l'habitat inclusif est prêt

Logements groupés pour les personnes âgées ou handicapées, l'habitat inclusif peut être porté par une collectivité.
La Gazette des communes – 15/07/2019 – n° 2476-2477 - p.59
Par : Nathalie Levray

Loi Elan

La loi Elan a été promulguée le 23 novembre 2018.
Retrouvez les ordonnances et les décrets publiés
Présentation de la loi Elan (PDF - 7.68 Mo)

Pour plus d'informations liées à ces articles :

Contact
Direction de la Documentation
05 56 99 33 33
poste 59-72
dgac-pcdd-ddoc@gironde.fr

Chaque mois, retrouvez une sélection d'informations réglementaires en ligne :
gironde.fr/les-reperes

Vers une réduction de l'empreinte environnementale

Les mobilités durables du quotidien (pistes cyclables, marche à pied, etc.) et le partage des véhicules sont des solutions encouragées par le Département pour fluidifier le trafic et réduire l'impact environnemental des déplacements. gironde.fr/deplacements

COVOITURER

2 500 000 € pour le Plan de relance triennal « Covoiturage acte II » adopté en 2017.

► **113 aires de covoiturage** avec plus de 2 400 places

► **2 400 € économisés / an** pour un trajet domicile-travail de 30km. D'ici 2024, 3 aménagements de voies réservées au covoiturage et aux transports en commun à Latresne, Saint-Jean-d'Illac et Fargues-Saint-Hilaire.

METTRE EN PLACE SA POLITIQUE VÉLO

1 place auto = 8 places vélo

Le Département soutient et accompagne les communes et les intercommunalités dans la mise en œuvre de leur projet cyclable :

► **Accompagnement en ingénierie** par le Département

► **Aide financière** possible jusqu'à 50% d'un montant d'opération plafonné à 500 000 €HT
gironde.fr/collectivites

SE PROMENER À VÉLO

360 km de pistes en site propre à destination du cyclisme de loisirs et de tourisme

AU COLLÈGE, À VÉLO

Le Département a été retenu par l'ADEME en 2019 parmi les lauréats de l'appel à Projet Vélo et Territoire pour son action en faveur d'un plan vélo-collèges. Il s'agit de favoriser l'utilisation du vélo en toute sécurité par les collégiens et de définir les aménagements prioritaires à réaliser.

► **105 collèges publics**

► **17 000 kits sécurité vélo** distribués aux élèves de sixième

PRENDRE LE BAC À VÉLO

Gratuit ! pour le passage des vélos depuis la nouvelle tarification mise en place en avril.
gironde.fr/bacs

LE PLAN MOBILITÉ

Le Département a également lancé un Plan Mobilité en direction de ses agents pour réduire l'impact de leurs déplacements : forfait mobilité vélo, incitations au covoiturage (stationnement facilité), participation transport, etc.



Philippe Madrelle, le Girondin

Le cœur désormais inséparable de Saint-Seurin-de-Cursac, la commune où il est né en 1937, Philippe Madrelle a définitivement quitté le terrain politique le 27 août dernier. Militant d'une gauche humaniste et sans sectarisme, il était l'homme actif de la décentralisation girondine.

Le Département lui rend hommage.

L'Homme au centre

Philippe Madrelle, aménageur de la Gironde, fut aussi son premier promoteur et sera resté trente-six ans aux commandes du Conseil général, jusqu'en 2015.

Les solidarités humaines et territoriales comme socle, l'ancien Président de la Gironde avait un objectif clair : faire l'équilibre entre les territoires ruraux et la métropole, pas de Gironde à deux vitesses. Toutes les politiques publiques créées dès le début des années 80, à l'heure de la décentralisation, allaient dans ce sens : innovantes, durables et toujours équitables notamment pour les communes, leur patrimoine, la culture et l'éducation. « C'est là que tout commence » disait d'ailleurs l'ancien instituteur empreint de valeurs républicaines. Girondin dans tous les sens du terme, il travaillait avec acharnement et engagement pour les gens, quels qu'ils soient, et avec cette empathie hors du commun pour les plus fragiles d'entre eux. Bernard Dussaut, ancien maire de Monségur, ancien sénateur de la Gironde et, pendant quinze ans, premier vice-président du Conseil général chargé des relations avec les collectivités locales, a été le témoin privilégié de la vie madrellienne en Gironde, politique et personnelle.

Loyauté, fidélité, ruralité

Loyal et fidèle compagnon des routes girondines, des réunions publiques et des inaugurations, et fervent défenseur de l'équité territoriale lui aussi, Bernard Dussaut

se souvient de l'Agence de développement territorial (ADT), créée en 1989 : « véritable levier pour les communes en conseils et ingénierie technique et financière ». Il parle du Coefficient de solidarité « qui équilibre le calcul des subventions départementales aux communes, pour une répartition plus juste. » Il évoque surtout longuement le Fonds départemental d'aide à l'équipement des communes (FDAEC), que nombre de Départements envieront : ou comment donner à chaque Conseiller général la possibilité d'agir au plus près des demandes de son canton. Le FDAEC fut le présage du reste de sa vie politique girondine : un soutien indéfectible aux équipes municipales, qu'apportent encore aujourd'hui les conseillers départementaux pour la réalisation d'un foyer polyvalent, la rénovation d'une mairie ou d'une école, l'extension d'un accueil péri-scolaire... ou la sécurisation d'une route. « Et chaque commune, chaque maire a reconnu - et soutient encore - l'utilité de cette politique de distribution en direct ! Elle aura souvent permis de sauver le patrimoine local. » souligne Bernard Dussaut.

Du cœur à l'ouvrage

Philippe Madrelle était un précurseur et un fin limier politique, toujours respectueux. L'ancien Président du Conseil général n'a cessé de semer des graines. Parmi elles, de jeunes pousses politiques qui ont fait leurs preuves depuis. Dans ses innombrables

rencontres et contacts avec le terrain, il creusait le sillon avec les Girondines et les Girondins. « Parce qu'il faut du courage et de la force pour aller rencontrer les gens, leur donner des réponses en face à face ! » s'exclame Bernard Dussaut. Nombre de politiques de soutien aux collectivités étaient volontaristes : transformer les bourgs avec l'aide de la Convention d'aménagement de bourg, participer à la rénovation des écoles ou envisager des regroupements scolaires pour maintenir la population en milieu rural et offrir des services publics adaptés aux mutations des besoins des habitants. Complice de François Mitterrand et de Robert Badinter, proche des Girondines et des Girondins, à l'écoute des élu.e.s et des agents du Département, Philippe Madrelle était un « Monsieur » comme le rappelle Bernard Dussaut. Au-delà de la reconnaissance, la grandeur de l'homme se juge aujourd'hui à sa pensée et à ses actes, aux traces qu'il a laissées en Gironde.

Philippe Madrelle, homme politique français 1937 - 2019

Sénateur et député de la Gironde, Président du Conseil régional d'Aquitaine, Président du Conseil général de la Gironde, Maire de Carbon-Blanc